

LETTRE OUVERTE



Meudon, le 15 septembre 2025

M. Patrice CAINE
PDG du Groupe THALES

THALES
Campus Meudon
4 rue de la Verrerie
92190 MEUDON

Copie : Membres du COMEX

(Yannick ASSOUAD, Pascal BOUCHIAT, Hervé DAMMANN, Hervé DERREY, Clément DE VILLEPIN, Philippe DUHAMEL, Philippe KERYER, Philippe KNOCHE, Peggy NAHMANY, Christophe SALOMON, Isabelle SIMON, Pascale SOURISSE, Philippe VALLEE)

Monsieur le Président

En janvier 2025, dans la suite des articles de Disclose, qui dénonçaient la revente de matériel militaire par Thales au gouvernement Israélien, une enquête de Off Investigation vient également pointer du doigt les agissements d'Amundi.

Depuis le 7 octobre 2024, Amundi, filiale du Crédit Agricole et de la Société Générale, a considérablement augmenté ses investissements dans Elbit Systems, entreprise phare de l'armement israélien, directement impliquée dans le génocide en cours sur Gaza.

Alors que le massacre en Palestine dure depuis bientôt deux ans, les salarié-es de Thales sont chaque année confronté-es à l'obligation de confier à Amundi le placement de leurs diverses primes et actions sauf à récupérer directement cet argent.

La CGT Thales dénonce avec la plus grande fermeté les investissements criminels d'Amundi dans l'industrie de guerre israélienne et revendique le droit des salarié-es à disposer d'un gestionnaire plus éthique d'épargne salariale.

En plein massacre de la population gazaouite, ce sont près de 3 millions de dollars qu'Amundi place dans cette société, tirant profit du sang du peuple palestinien. Ces choix financiers sont indignes, ils font d'Amundi un maillon complice du génocide en cours. Le fait que l'épargne Thales ne finance pas ces investissements ne saurait être un argument pour conserver ce prestataire.

Nous rappelons qu'investir dans une entreprise qui fournit drones, bombes et technologies militaires utilisées contre des hôpitaux, des écoles et des camps de réfugié-es, ce n'est pas neutre. C'est prendre part à la répression, à la colonisation, à l'occupation.

La CGT Thales demande instamment à la direction du Groupe de changer le gestionnaire de l'épargne salariale pour un prestataire plus éthique, ainsi que l'application du devoir de vigilance imposé par la loi française aux multinationales.

Nous, salarié-es de Thales, nous refusons d'être complices du génocide perpétré par l'état Israélien !

Nous rappelons notre solidarité envers toutes les victimes de toutes les guerres.

Dans l'attente de votre réponse ou mieux du changement de prestataire, veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La Coordination CGT Thales
Mme Sylvie BORRELL,
MM Philippe JESOVER, Gregory LEWANDOWSKI, Franck PERRIN